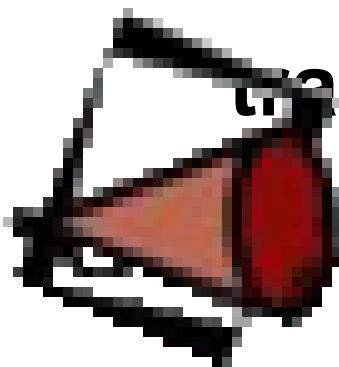


<https://www.pressegauche.org/COVID-19-Ensemble-pour-demander-au-gouvernement-d-aider-les-personnes-en-situation-de-pauvrete-a-travers-la-crise>



**COVID-19 - Ensemble pour
demander au gouvernement
d'aider les personnes en
situation de pauvreté à
travers la crise**

Date de mise en ligne : jeudi 11 juin 2020



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 11 juin 2020 - Depuis le début de la crise de la COVID-19, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, le Collectif pour un Québec sans pauvreté et les trois partis d'opposition tentent d'attirer l'attention du gouvernement québécois sur le sort des personnes en situation de pauvreté qui n'ont eu accès à aucune aide d'urgence, notamment les personnes assistées sociales. Malheureusement, si le gouvernement semble prêt à tout pour relancer l'économie rapidement, il semble tout aussi déterminé à ne rien faire pour aider les personnes les plus mal prises de la société.

Ce matin, les porte-parole du Collectif et du Front commun ainsi que des député.e.s des partis d'opposition ont tenu à répéter leur message au gouvernement à l'occasion d'un point de presse devant l'Assemblée nationale. La mise à jour économique du 19 juin pourrait être une occasion pour le gouvernement d'assumer ses responsabilités et d'enfin annoncer une aide financière pour les personnes assistées sociales et toutes les personnes en situation de pauvreté qu'il a laissées tomber au cours des trois derniers mois.

Témoignage (Jessica Massé, Québec)

« Je suis une citoyenne à faible revenu. Depuis le début de la pandémie, tout a augmenté. L'épicerie est plus chère, il faut que je m'achète des masques pour prendre l'autobus, même la coiffeuse a augmenté ses prix. Les personnes qui ont perdu leur job à cause de la pandémie ont reçu la Prestation canadienne d'urgence, une bonne compensation. Même les étudiants qui eux aussi en arrachent ont pu avoir la PCU. Ça les aide à pouvoir compenser l'augmentation de tout. Mais nous, par contre, on n'a rien eu. Le morceau de viande coûte plus cher pour nous aussi. C'est une injustice.

« Je me sens abandonnée par mon gouvernement. Comme si moi c'était pas grave que je me prive de manger à ma faim. Comme si c'était pas grave que mon diabète augmente dans le tapis. Comme si c'était pas grave que je sois stressée sur tous les sens. Je me sens comme si le gouvernement s'en foutait de moi. J'aimerais que Jean Boulet puisse vivre ce qu'on vit, il comprendrait plus c'est quoi être délaissée. »

Citations

Simon Pouliot, pour le Front commun des personnes assistées sociales du Québec

« Depuis le début de la crise, les denrées alimentaires ont augmenté, l'obligation d'acheter des masques ravage les portefeuilles et plusieurs services d'aide communautaires ont fermé leurs portes. Les personnes assistées sociales ont eu d'énormes pertes et aucune compensation. Elles étaient déjà dans un état critique, maintenant c'est pire que pire. C'est pourquoi nous supplions pour la énième fois le ministre Boulet d'augmenter les prestations de tous les prestataires d'aide de dernier recours ; d'ajuster toutes les prestations à 1210 \$, soit le barème de la solidarité sociale 66/72 ; et d'augmenter le crédit d'impôt pour solidarité selon les mêmes paramètres que l'augmentation du crédit d'impôt pour la TPS. »

Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

« La plupart des personnes en situation de pauvreté en arrachent depuis le début de la crise. L'inaction du gouvernement est particulièrement choquante dans le cas des personnes assistées sociales, qui vivent dans des

conditions de misère toute l'année. 1 088 \$ par mois 6 au programme de solidarité sociale 6 ou 690 \$ par mois - au programme d'aide sociale, c'est nettement insuffisant pour bien vivre au Québec en temps normal. Imaginez en temps de crise ! Depuis le 27 mars, le Collectif réclame une aide d'urgence pour les personnes assistées sociales mais aussi pour toutes les personnes qui ne sont pas admissibles aux programmes d'aide récemment mis sur pied par les gouvernements canadien et québécois. Les [trois partis d'opposition](#) et une [trentaine d'organisations nationales](#) ont appuyé son appel à verser cette aide d'urgence en utilisant le crédit d'impôt pour solidarité. »

Monique Sauvé, Parti libéral du Québec

« Le gouvernement doit faire preuve de sensibilité et venir en aide aux plus vulnérables de notre société. Depuis le début de la crise, sur le terrain, je constate la détresse qu'entraîne la COVID-19. L'impact de ce virus provoque des situations hors de notre contrôle et d'une ampleur sans précédent. Elle a des conséquences humaines importantes et affecte également les personnes qui bénéficient de l'assistance sociale. »

Manon Massé, Québec solidaire

« Tout le monde a été frappé de plein fouet par la pandémie, les travailleurs et les travailleuses, mais les personnes assistées sociales aussi. J'ai souvent essayé d'en convaincre le premier ministre dans les trois derniers mois. Dès le 26 mars, Québec solidaire proposait la mise en place d'un Revenu universel d'urgence pour que personne ne soit laissé derrière. On est le 11 juin. Il y a urgence d'agir ! Si le gouvernement peut trouver 280 millions\$ pour aider le Cirque du Soleil qui appartient en grande partie à des riches fonds d'investissement étrangers, il a la responsabilité morale d'aider les gens d'ici qui sont les plus mal pris de notre société. »

Harold Lebel, Parti Québécois

« Depuis le début de la pandémie, le gouvernement fait fi des plus vulnérables. Or, avec la crise, le prix des denrées a augmenté ; dans certaines régions, les banques alimentaires ont vu les demandes d'aide doubler. Avant la COVID-19, les prestataires de l'aide sociale ne pouvaient même pas couvrir la moitié de leurs besoins essentiels ; depuis, leur situation ne s'est certainement pas améliorée ! Il n'est pas trop tard pour faire un geste pour ces gens qui n'ont reçu aucune subvention, qui n'ont bénéficié d'aucun ajustement par rapport au coût de la vie. »